



Cabinet du Président

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD,
PRÉSIDENT DE LA REGION BRETAGNE,**

Rennes, le 24 février 2022

Seul le prononcé fait foi

Mes cher.e.s collègues,

Le nationalisme, c'est toujours la guerre. Nous en avons à nouveau la preuve. Je souhaite affirmer toute ma solidarité avec le peuple ukrainien et mon soutien aux décisions qui seront prises par l'Europe et la communauté internationale pour stopper cet engrenage dramatique pour les populations et la démocratie.

Mes cher.e.s collègues,

La dernière vague du covid semble toucher à sa fin. Ses conséquences, en revanche, restent et resteront.

Ce virus fatigue autant le corps que l'esprit. Il participe à accroître la tentation du repli sur soi et favorise la négativité, deux sentiments bien éloignés de ce qu'est la Bretagne.

Ne pas se laisser entrainer dans la grisaille, tirer les leçons de cette pandémie, répondre au quotidien, préparer l'avenir, c'est l'esprit de l'action que nous portons ici. Et j'ajouterais tout l'enthousiasme que nous avons de servir la Bretagne.

Depuis le premier jour de ce mandat, nous sommes au travail pour plus de justice sociale avec la nouvelle tarification cantine et internat,

Pour notre souveraineté alimentaire avec la grande concertation pour réinventer notre politique d'installation des agriculteurs et agricultrices,

Pour faire vivre le dialogue social, à l'image de notre conférence sociale unique en France,

Pour rattraper notre retard sur la fibre,

Pour une meilleure mobilité avec la rénovation de la flotte TERBreizhGO.

Pour l'accélération de notre action pour le climat, au cœur du premier bordereau voté dans cette nouvelle assemblée,
Pour plus d'égalité avec la mise à disposition gratuite dans tous les lycées de protections périodiques,
Et, bien sûr, pour défendre hier nos marins-pêcheurs face au BREXIT avec un objectif : qu'ils puissent passer les prochains Noël à le fêter et non à se battre pour exister. Et aujourd'hui, sur le prix du gasoil qui peut pousser nos bateaux à rester à quai.

Le budget que je vous propose est le prolongement de cette action menée.
Les Bretonnes et les Bretons ont choisi un projet, les respecter c'est l'engager.
Nous le faisons dans ses trois dimensions : bien vivre partout en Bretagne, plus d'emplois et moins de carbone et plus de Bretagne.
Nous le faisons avec trois objectifs : protéger, agir, transformer.

Un budget, ce sont des moyens, des lignes, mais c'est surtout ce qui donne le rythme.

Le rythme de notre action sera soutenu.

Le rythme des transitions sera continu.

Ce n'est pas un budget « stop and go ». Nous ne partons pas d'une feuille blanche et la complexité des enjeux est une réalité à prendre en compte.

Mais, il ne sera pas non plus un « moonwalk » vers le passé comme si le monde n'était pas en train de changer.

Ce budget a fait l'objet d'un gros travail collectif, un contre-budget, 54 amendements, 20 heures de travaux en commission, des échanges encore jusqu'à ces dernières heures.

Un certain nombre d'amendements ont été acceptés, d'autres ont été réécrits, ils s'inscrivent dans le projet que je porte, viennent l'enrichir, et démontre la volonté d'ouverture de la majorité.

/

Autre sujet important dans cette session, après deux ans de négociation et beaucoup d'attentes, je peux enfin vous présenter la nouvelle convention spécifique pour la transmission des langues de Bretagne.

La loi Molac a joué son rôle en ouvrant les portes et les fenêtres. Le système jacobin s'est alors placé en mode survie et a bien failli réussir à refermer quelques fenêtres.

Mais c'était trop tard. L'étau autour des langues régionales s'était un peu desserré.

Nous nous sommes engouffrés dans la brèche.

Merci à toutes celles et ceux qui font vivre nos langues, qui les enseignent, qui les défendent. Leur mobilisation a joué dans la balance, a donné de la force à notre détermination.

Les négociations n'ont pas toujours été simples, cher Christian, cher Paul, chère Kaourinthine. Souvent hachées. Avec des retours en arrière mais finalement, à l'arrachée, nous avons obtenu un bon texte.

Réunir le breton et le gallo dans une telle convention, c'est une première. Et les ambitions sont posées.

Je vous propose de voter cette convention et ce qui compte maintenant, c'est que l'Etat mette les moyens financiers pour que nous fassions vivre ensemble cette convention.

J'ai d'ores et déjà demandé au Ministre de l'éducation nationale une réunion spécifique sur cette question.

Cette convention sera un solide point d'appui pour notre propre politique de développement des langues qui voit ses crédits augmenter de 16 % cette année soit plus d'un million d'euros.

Cette convention rappelle aussi que les langues, c'est le sujet de toute la Bretagne.

A ce sujet, cher.e.s collègues, le vrai combat, celui qui doit nous occuper chaque jour, c'est le nombre de locuteurs formés chaque année, c'est cela seulement qui permettra de préserver et de perpétuer nos langues. C'est sur ce critère que notre politique sera jugée par les générations futures bien plus que sur les euros dépensés.

/

Troisième sujet qui marquera cette session. Le contrat de plan Etat-Région qui a été négocié avec l'avenir de la Bretagne comme boussole.

Il serait d'ailleurs plus juste de parler d'un contrat Etat-Bretagne car c'est au nom de la Bretagne que je signerai, si vous m'en donnez le mandat, ce contrat et parce que c'est avec les collectivités de Bretagne que nous avons négocié chacune de ses lignes.

Au nom de toutes celles et tous ceux qui en verront les résultats : les étudiants, les chercheurs, les travailleurs de nos ports, les élus locaux et beaucoup d'autres... Nous n'avons pas de bonnes raisons pour refuser ce quasi milliards d'euros.

Ce contrat n'est pas mirifique, mais il est significatif.

Il est le fruit de discussions avec les élus bretons, avec les différentes parties prenantes et il a été aussi mis en débat public pour que tous les Bretons et les Bretonnes puissent s'en saisir.

Il est conforme aux engagements que j'ai pris devant cet hémicycle qui en a aussi débattu en octobre dernier,

Il donnera des nouvelles marges de manœuvres aux collectivités bretonnes, des moyens supplémentaires à notre politique territoriale pour investir dans le bien-vivre partout en Bretagne,

Il apportera des nouveaux moyens indispensables pour que la Bretagne reste dans la course du savoir et de l'intelligence,
Il intègre un volet mer qui n'existait pas au départ de la négociation avec des nouveaux moyens pour le verdissement de nos ports et de notre flotte, pour nos criées,
Pour notre Région, il apporte l'équivalent d'une année d'investissement supplémentaire, soit plus qu'un 13^{ème} mois chaque année tout au long du mandat. Je prends.
Les contrats métropolitains avec Brest et Rennes qu'il intègre seront débattus lors de la session d'avril.

Mais je le dis aussi, tout n'est pas qu'une question de gweneg.

Le contrat de plan Etat-Région est un bon exemple de ce qui pourrait changer à l'avenir. Je partage le point de vue de votre contribution, Madame Aziliz Gouez et Monsieur Nil Caouissin.
Nous avons à dépasser ces contrats à l'avenir. Pas forcément pour revenir à ce qu'ils étaient à leur création mais pour les réinventer face aux enjeux qui se présentent aujourd'hui.
Mais une nouvelle approche de la contractualisation avec l'Etat ne peut advenir sans des avancées sur l'autonomie des Régions.

La campagne présidentielle arrive au meilleur moment pour tirer les leçons de la pandémie et oser proposer quelques réformes majeures.
Celle de la régionalisation de notre pays me semble répondre à bien des attentes de nos concitoyens :
La proximité des élus pour construire des réponses adaptées,
La rapidité de la décision,
La capacité à travailler en équipe, à se réunir autour d'un objectif,
La capacité d'action,
Et si je devais n'utiliser qu'un argument, ce serait celui de notre santé démocratique : les pays dans lesquels les régions ont du pouvoir sont les pays dans lesquels la participation aux élections locales est la plus forte, c'est-à-dire à peu près tous les pays d'Europe.

Nous avons déjà fait dans cet hémicycle des propositions concrètes pour avancer : sur la fiscalité, sur nos compétences, sur des évolutions législatives. La loi 3DS ouvre quelques nouvelles possibilités et nous verrons comment les saisir mais ce n'est plus d'une loi dont nous avons besoin mais d'une Réforme constitutionnelle qui repose la question du pouvoir.
Et dans ce cadre à inventer, nous pourrions alors construire de nouvelles relations contractuelles qui consisteraient à partager des grands objectifs avec l'Etat et ensuite à nous laisser agir.
Et ensuite, pourquoi pas une rencontre tous les ans avec le gouvernement et l'assemblée nationale pour faire des points d'étape sur l'avancée de nos

engagements respectifs et inscrire ainsi l'autonomie dans une relation de confiance et de co-construction républicaine ?

Dans les grands sujets dont les compétences sont partagées entre l'Etat et les Régions, pourquoi ne pas imaginer que les ministres soient accompagnés d'un représentant des régions ?

Nous avons fait la preuve de ce que nous savions faire en Bretagne.

Pour convaincre, notre atout principal, c'est le fait régional.

Il est nourri de notre succès :

La Bretagne était une terre d'émigration,

L'avenir pour la jeunesse était synonyme de partir, comme l'écrivait René Pleven.

Aujourd'hui c'est tout le contraire, notre région est attractive, elle accueille, elle compte sur la carte économique, industrielle, universitaire. Notre identité s'est libérée, elle est plus que jamais une fierté, à la fois protectrice, enthousiasmante, ouverte sur le monde, porteuse d'avenir et de stabilité dans un monde de fracas.

René Pleven n'en croirait peut-être pas ses yeux.

Le fait régional nous a inspiré pour financer le chantier de la ligne à grande vitesse, étape importante de ce long combat pour l'attractivité, le pacte d'avenir, le pacte d'accessibilité, le contrat d'action publique, le financement de la fibre, notre action pendant la pandémie.

Ce fait régional est pour nous, Bretons, une évidence.

Une évidence de conviction. Une évidence de terrain. Une évidence au cœur de notre identité.

En toute humilité, la Bretagne ce n'est pas que le Conseil régional de Bretagne, ce sont toutes ces collectivités, ces présidents d'associations, entrepreneurs, notre force est de savoir se rassembler pour la Bretagne et les Bretons au-delà des étiquettes et des séquences électorales.

Et c'est ainsi que le fait régional devient un récit régional, un récit breton.

Après avoir réussi ensemble l'objectif de l'attractivité, il nous revient de lui redonner de la force, de nous fixer de nouveaux objectifs :

L'eau : en Bretagne, l'eau dessine une partie de nos frontières, est au cœur de nos débats, notamment avec les algues vertes, et doit être au cœur de notre solidarité.

Rétablir la qualité de l'eau partout en Bretagne est un formidable défi qui nous anime tous dans cet hémicycle. Il se double du défi aussi de la quantité qui passe un peu sous les regards car personne n'imagine qu'un jour l'eau pourrait ne pas couler à l'ouverture de nos robinets. Le sujet est pourtant réel.

Le changement climatique est là, les transitions s'imposent. Nous serons tous impactés. S'il n'y a pas assez d'eau ou si la qualité est mauvaise, le prix montera et ce sont encore les plus modestes qui paieront la facture. S'il n'y a pas assez d'eau ou si la qualité est mauvaise, c'est en fine l'activité économique qui s'arrêtera. La prise de conscience est engagée depuis longtemps, grâce à l'action de nombreux élus notamment dans cet hémicycle, je pense à Ambroise Guellec, Gérard Mevel et bien sûr Thierry Burlot.

Travailler ce que l'on appelle le petit cycle de l'eau ne suffit pas et ne doit d'ailleurs pas être le cœur de l'action régionale.

L'autre enjeu est de reconquérir la qualité des masses d'eau. Cela passe par des politiques d'urbanisme, du travail avec le monde agricole, bref un engagement coordonné de tous les acteurs de Bretagne. Pour agir depuis la plus petite zone humide jusqu'aux grands cours d'eaux qui se jettent dans la mer. Et pour cela, il faut organiser l'action et la solidarité régionale et ne pas morceler les responsabilités comme ce qui est en train de se produire.

J'en fais le premier sujet à travailler parce qu'il conditionne tous les autres.

Le logement : accueillir de nouveaux Bretons et Bretonnes est une chance qui ne doit pas se transformer en concurrence sur les territoires. Les réponses sont multiples.

Nous avons déjà quelques outils comme l'établissement public foncier, le pinel breton et notre politique de renouvellement dans les centres bourgs et centres villes.

Nous pouvons travailler pour plus de logements, en renouvellement urbain pour l'essentiel. De l'innovation notamment dans les méthodes de construction, mais aussi de l'innovation dans la solidarité et la régulation. Débroussillons la forêt de règlements, de seuils, de zonages. J'ai écrit en ce sens à la Ministre Wargon.

Ma conviction est que chaque Maire de Bretagne doit avoir à sa main les bons outils, doit pouvoir fixer des règles pour les plateformes type Airbnb, créer des surtaxes pour les résidences secondaires, et encadrer les loyers.

La Région prendra ses responsabilités. Nous allons engager le travail pour créer un office foncier solidaire qui soit un outil de fédération parce que la cause du logement est régionale, elle dépasse chacune des collectivités, elle mérite de travailler à un nouveau pack breton.

Et je vous propose de préparer la stratégie régionale dans ce domaine de manière collective pour en débattre à l'automne.

La mobilité :

Les Bretons ont des attentes fortes dans ce domaine et je les comprends, Ils veulent qu'on les écoute, qu'on les comprenne, que l'on puisse proposer un service de mobilité sur toute la Bretagne facile à utiliser. Un service que nous devons aussi penser pour offrir une alternative à la voiture obligatoire, regagner en pouvoir d'achat et en liberté. Et je n'oublie pas non plus les sujets de la logistique et du fret.

C'est un défi formidable pour la Bretagne qui concerne autant l'utilisateur, que les collectivités, que les opérateurs, que les employeurs.

Les dernières lois ne donnent pas beaucoup de moyens à l'échelle régionale, je le regrette et cette question devra être rouverte.

L'avenir se jouera autant sur le matériel, que sur l'infrastructure, que sur l'organisation du temps, que sur le digital et le financement.

La mobilité est désormais autant un sujet de chantier que de données car le premier acte pour se déplacer est aujourd'hui de prendre son smartphone.

Il est impensable de continuer à penser la mobilité chacun dans notre coin.

Nous avons Korrigo et nous pouvons le dépasser pour offrir des solutions de mobilité sans couture à l'échelle de la Bretagne.

Et pour faire cela, le premier des sujets est de traiter la donnée. Et pour que la data soit puissante, elle doit être massive et nous devons la collecter ensemble.

Ce n'est pas un hasard si plusieurs opérateurs ont déjà signé des accords avec des géants du numérique comme google. Et ce n'est pas un hasard si waze est aujourd'hui gratuit.

Voilà encore un beau sujet pour montrer l'intelligence collective bretonne.

D'ores et déjà, nous avons engagé des discussions avec plusieurs collectivités pour connecter BreizhGO avec les réseaux existants mais je pense que nous pouvons aller plus loin et travailler avec les intercommunalités et les départements sur la connaissance de nos usagers, de leurs besoins précis, sur le développement d'outils numériques et de tarification avec pour objectif de simplifier la vie des Bretonnes et des Bretons, de leur offrir une expérience de mobilité bretonne.

Enfin, autre sujet :

La transition des modèles économiques et l'évolution des métiers

qui en découleront : travaillons pour que ce que nous avons réussi à faire pour l'attractivité de notre région, nous le réussissions pour l'évolution de notre économie. C'est le nerf de la guerre. C'est un mouvement engagé par les entreprises elles-mêmes. Quand je vois ce que réussit Produit en Bretagne, qui l'aurait cru il y a quelques années ? Quand j'observe les décisions que prennent les nouvelles générations d'entrepreneurs en matière de transition, de RSE, de transformation vers le statut d'entreprises à mission, je sens que notre région s'engage sur la bonne voie.

Avec notre budget vert qui nous permet d'acquérir de nouveaux réflexes et de nouvelles manières de penser, nous pourrions créer avec le monde économique de nouvelles relations de confiance valorisant des démarches de progrès.

Pour reprendre une expression du shift project : gérer l'inévitable et éviter l'ingérable. Anticiper les impacts du climat, des technologies, des nouveaux usages sur nos filières économiques et donc sur l'emploi sera le cœur de notre future stratégie de développement et de transition économique.

Sur tous ces sujets au croisement des attentes de nos concitoyens et de notre singularité bretonne, nous pouvons faire de la Bretagne une région de solutions et d'inspiration.

Mes cher.e.s collègues,

Une nouvelle ambition pour le fait régional, un pays qui ose l'autonomie régionale et toujours défendre notre fierté bretonne qui nous donne l'énergie pour déplacer les montagnes,
J'ai la conviction que c'est la bonne recette pour montrer que l'on peut encore changer la vie.

Je vous remercie.